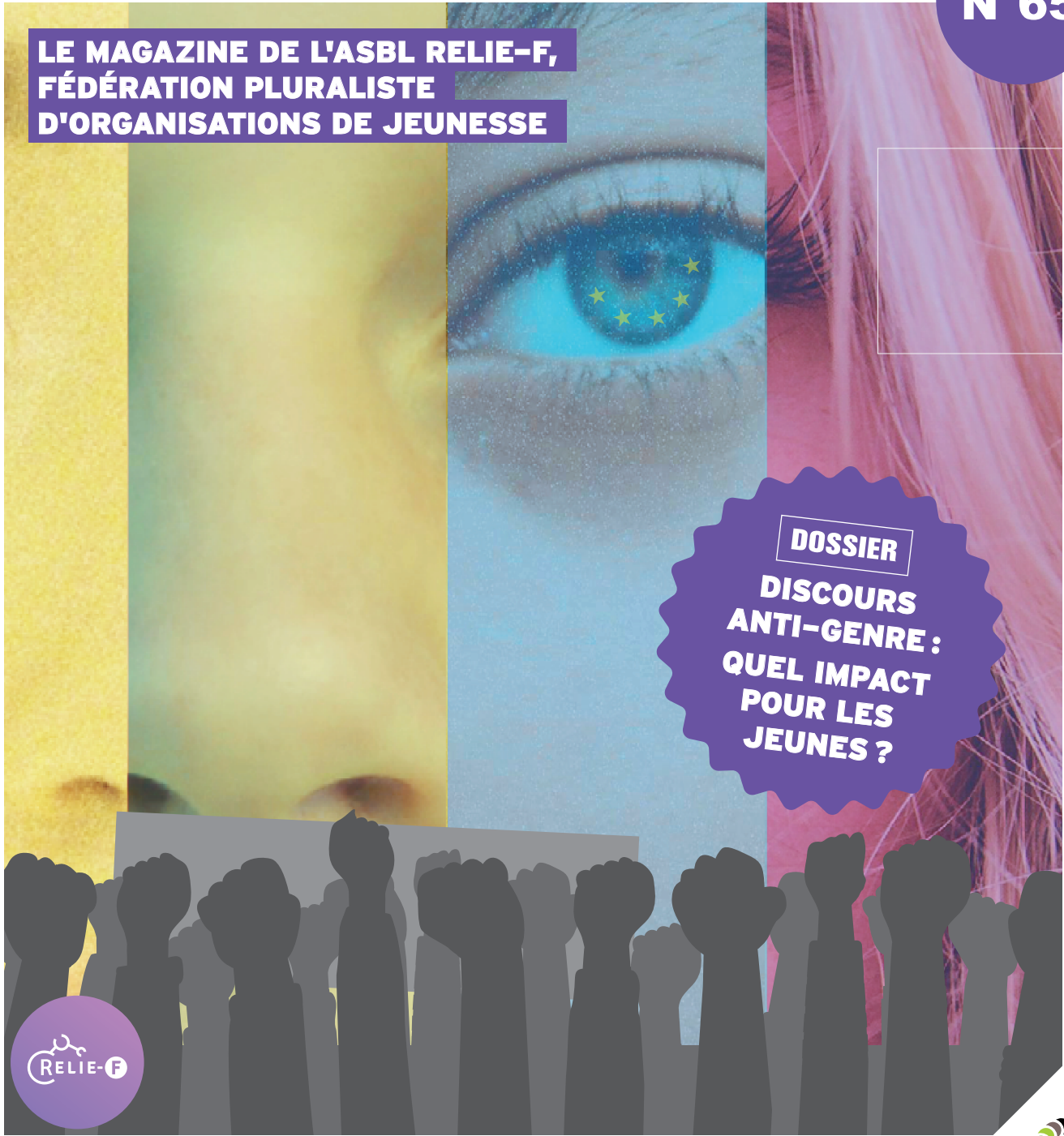


# NOUVELLES VAGUES

bpost  
PB-PP  
BELGIE(N) - BELGIQUE

N°65

LE MAGAZINE DE L'ASBL RELIE-F,  
FÉDÉRATION PLURALISTE  
D'ORGANISATIONS DE JEUNESSE



**DOSSIER**  
**DISCOURS ANTI-GENRE :  
QUEL IMPACT  
POUR LES  
JEUNES ?**

PLUSIEURS TENDANCES DANS UN MÊME MOUVEMENT ! | [WWW.RELIE-F.BE](http://WWW.RELIE-F.BE)





Mathilde SERRUYS  
Directrice

## Édito

### Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec enthousiasme que nous vous présentons ce numéro de Nouvelles Vagues, magazine de notre fédération pluraliste Relie-F, espace d'expression et de réflexion co-construit avec nos membres.

On vous propose notamment d'en apprendre plus sur notre trésorier et directeur de YFU (p.9) et nous publions la carte blanche pour dénoncer la suppression des détachements pédagogiques en jeunesse

C'est un dossier spécial qui vous attend car nous avons choisi de nous plonger dans les discours anti-genre qui occupent aujourd'hui une place croissante dans l'espace public et que nous dénonçons.

On a tous en tête, des débats autour de l'**EVRAS**, on voit de plus en plus des **discours masculinistes** qui circulent sur les réseaux sociaux, des remises en question des **droits LGBTQIA+**, des tensions au sein des écoles ou encore des mobilisations jusque dans les institutions européennes (entretien exclusif avec une députée européenne p.19).

Dans ce dossier, on tente de comprendre que recouvrent réellement ces mobilisations ? Qui les porte ? Et surtout, quels effets ont-ils sur les **jeunes** et les **personnes engagées dans le secteur jeunesse** ?

**Bonne lecture et bonne route à toutes et à tous !**

### Relie-F asbl

Avenue Henri Jaspar 127  
1060 Bruxelles

Chaussée de Louvain 565b  
1380 Ohain

☎ 02 513 54 94

✉ info@relie-f.be

🌐 www.relief.be

🏠 BE0472.457.306

🏠 BE94 3630 3886 5314

🏠 RPM Bruxelles

## Sommaire

4

### **ACTUS DES MEMBRES**

L'actualité des membres

9

### **PROUST**

YFU

Rostand Tchuilieu

10

### **ET RELIE-F DANS TOUT ÇA ?**

Défendre les détachés pédagogiques,  
défendre le secteur Jeunesse

13

### **DOSSIER**

Discours anti-genre :  
quels impacts pour les jeunes ?

26

### **LES RECO' DE L'ÉQUIPE**

28

### **CARTE BLANCHE**

Drink nouvel an Relie-F :  
discours co-présidence

32

### **FOCUS MEMBRE**

FJM

De cercle étudiant à mouvement :  
la FJM fête ses 5 ans

# ACTUS

# DES

# MEMBRES



## Membres

Arc-en-Ciel .....	5	Académie Citoyenne BAO-Jeunesse .....	7
Génération Engagée .....	5	YFU Wallonie-Bruxelles .....	7
FCJMP .....	6	Quinoa .....	8
Felobel .....	6	Pixiels .....	8



## Arc-en-Ciel

### **Opération Arc-en-Ciel 2026 : 112 tonnes de vivres récoltées pour soutenir la jeunesse en Wallonie et à Bruxelles**

L'Opération Arc-en-Ciel 2026 s'est achevée sur un succès retentissant. Organisée les 14 et 15 mars en Wallonie et à Bruxelles, cette édition exceptionnelle a permis de récolter 112 tonnes de vivres non périssables, grâce à l'engagement de milliers de volontaires, d'écoles, de mouvements de jeunesse et de partenaires locaux. Ces denrées sont destinées aux associations d'aide à l'enfance et de soutien à la jeunesse, pour leur permettre de consacrer davantage de moyens aux activités éducatives et aux loisirs des enfants.

Les chiffres de cette 72ème édition témoignent de l'ampleur de la mobilisation : 200 associations bénéficiaires, 20 440 enfants et jeunes soutenus, et un équivalent de 27 198 journées de loisirs offertes.

Rendez-vous est déjà pris pour l'édition 2027, les 20 et 21 mars, pour continuer à faire vivre la solidarité et l'engagement citoyen autour de la jeunesse !

Sophie VANDERHEYDEN

Source : Arc-en-Ciel asbl



## Génération Engagée

### **Impulsion : une réflexion collective pour construire l'avenir de Génération Engagée**

Dans un contexte marqué par le retour des rapports de force internationaux et les inquiétudes croissantes de la jeunesse, Génération Engagée a lancé « Impulsion », un processus participatif de réflexion et de modernisation interne. L'objectif est de définir, pour la première fois en toute autonomie, l'ADN politique de notre ASBL, ses valeurs fondamentales et ses orientations futures. Ouvert aux membres et aux non-membres souhaitant contribuer à la réflexion, ce processus se déroule en plusieurs phases. La première phase, consacrée aux valeurs et aux actions du mouvement, a pris la forme d'une tournée de forums participatifs organisés dans plusieurs provinces. Ces rencontres ont permis aux jeunes d'échanger, de débattre et de contribuer collectivement à définir ce que devait être Génération Engagée demain.

Lylia TORY MADOUNI

Source : Génération Engagée asbl





## **FCJMP**

### **Santé mentale des jeunes : la FCJMP et le CRéSaM unissent leurs expertises**

Les trois et dix février 2026, la FCJMP a organisé deux journées de formation intitulées « Santé mentale des jeunes : comprendre, détecter et relayer », en partenariat avec le CRéSaM. Au cœur des échanges : mieux comprendre les enjeux de santé mentale chez les jeunes, identifier les signaux d’alerte et adopter la bonne posture professionnelle pour orienter efficacement vers les réseaux d’aide.

Une première significative : le CRéSaM a adapté son expertise aux réalités spécifiques des maisons de jeunes. Cette collaboration marque le début d’une stratégie de fond portée par la FCJMP, dont la prochaine formation santé abordera la thématique des assuétudes.

Benjamin MIGNOT

Source : FCJMP asbl



## **Felobel**

### **Grande finale de Publiq, le concours national de prise de parole citoyenne**

Prendre parole, prendre position, et ainsi prendre place en société. Publiq est bien plus qu’un concours, c’est un parcours où les jeunes se saisissent de thématiques et d’enjeux clés de notre société. En les poussant à s’exprimer, c’est toute une chaîne qui se crée : se rencontrer, échanger, réfléchir, construire et déconstruire pour finalement s’activer, à travers leurs mots, et sensibiliser des centaines d’autres jeunes. Cette édition de Publiq a battu tous les records belges :

- 200 jeunes candidat·es ;
- Près de 500 jeunes dans le public de la finale, un record pour un événement de prise de parole citoyenne.

Au fil des épreuves, les jeunes ont exploré divers modes d’expression, et surtout des sujets tels que notre rapport au passé, à l’histoire, à la planète, aux inégalités mais aussi la place des jeunes et comment créer un « mieux » dans notre société. Un jury d’exception était présent et le public a également pu voter, créant une expérience interactive. Au travers de ces élans, Publiq continue de montrer que les mots sont un levier d’engagement et de participation par et pour les jeunes de tous horizons.

Nael GIANNINI

Source : Felobel asbl





## **Académie Citoyenne BAO-Jeunesse**

### **Une journée du bonheur : du rêve à la réalité et inversement !**

Adapter notre formation « Prévention des décrochages » aux publics des écoles primaires et maternelles, on en rêvait. Une reconnaissance CECP plus tard, c'est une réalité. Tester cette formation dans une école dynamique et bienveillante, on l'a réalisé. Et c'était le rêve !

Prévenir les décrochages scolaires, ça commence par cultiver le bonheur et le bien-être à l'école, c'est une de nos réalités de terrain. Et, depuis le début, on rêvait de concevoir nos outils de prévention des décrochages comme autant de soutiens à santé mentale. On en a fait notre réalité de travail.

Une grande journée du bonheur dans cette école dynamique et bienveillante, pour continuer à prévenir les décrochages, préserver le bien-être et la santé mentale des jeunes, on l'organise, on l'anime, on la réalise. Le rêve !

Sophie VAN HESPEN

Source : BAOJ asbl



Relie-F asbl



## **YFU**

### **Ouvrir sa porte, changer le monde**

Accueillir un-e jeune, c'est bien plus qu'ouvrir sa porte : c'est s'ouvrir au monde. C'est permettre à un-e étudiant-e de grandir, de prendre confiance, de découvrir une autre culture et souvent, de voir sa vie transformée. Mais l'impact va dans les deux sens : la famille s'enrichit, découvre d'autres façons de vivre, questionne ses habitudes et élargit son regard.

Dans un monde qui se replie et où les peurs de l'autre grandissent, créer du lien, partager le quotidien, apprendre à se comprendre est essentiel. Accueillir, c'est construire des ponts entre les cultures, réduire les préjugés et contribuer, à son échelle, à une société plus ouverte, solidaire et humaine.

Justine KINET

Source : YFU asbl





## Quinoa

### 35 ans de graines de changement

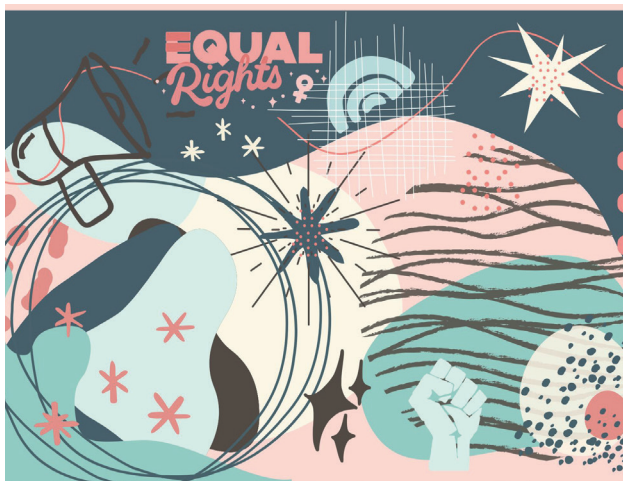
Le 30 mai dernier, à l'occasion des 35 ans de Quinoa, nous avons célébré avec joie le chemin parcouru tout en affirmant notre détermination pour les luttes et les engagements qui nous animent.

Une journée pour (se) rappeler que nos actions s'ancrent et se renouvellent dans la solidarité et la justice sociale, avec, entre autres, le parcours « Corps en résistance », les ateliers d'écriture citoyenne Slam, les Brigades d'Actions Paysannes...

Quinoa entend continuer à proposer, à tous·tes, un espace ouvert et créatif dédié à l'éducation permanente et à la mobilisation collective. Pour l'inscription, rendez-vous sur le site de Quinoa.

[Quinoa](#)

Source : Quinoa asbl



## Pixiels

### Des espaces toujours plus safe

Est-ce que tous·tes les jeunes se sentent à l'aise dans nos activités ?

Cette question occupe nos bénévoles, qui essayent au quotidien de créer les espaces sécurisants et épanouissants dont leurs pairs ont besoin.

Afin de porter cet enjeu d'inclusivité de manière transversale, le projet « Safer space » a vu le jour au sein de notre fédération. Chacun de nos collectifs locaux (pôles) effectue un diagnostic et se met en projet autour d'une thématique choisie.

Ce projet permet à la fois de soutenir chaque pôle dans sa réalité propre et de favoriser les échanges de bonnes pratiques entre pôles, pour renforcer la capacité des jeunes à lutter contre l'exclusion et les discriminations et permettre à chacun·e de se sentir bien au sein de notre OJ.

[Sous'](#)

Source : Pixiels asbl



## Quel est ton rôle au quotidien au sein de YFU ?

*Je veille chaque jour à la bonne gestion de YFU, en soutenant nos équipes, en garantissant la qualité des programmes d'échange et en assurant le bon fonctionnement de l'organisation.*

## Quelle qualité préfères-tu chez les autres ?

*L'authenticité : cette capacité à être vrai, sincère et cohérent dans ses actions comme dans ses paroles.*

## Qu'est-ce qui te rend fort ?

*Ma force naît de mes racines mêlées et des ponts que je construis. Elle grandit dans chaque rencontre, chaque jeune qui ose partir, chaque culture qui s'ouvre. C'est l'élan de l'échange qui me porte.*

## Un héros ou une héroïne qui t'inspire ?

*Le baobab : enraciné en Afrique, ouvert vers le ciel, symbole de force, de transmission et de rencontre. Il incarne le lien entre mes deux cultures et l'esprit d'échange que je porte chez YFU*

## Dans quel endroit te sens-tu bien ?

*Là où les cultures se croisent : un aéroport et dans un village africain au coucher du soleil, un bureau où naissent des projets. Ce sont des lieux qui relient, qui ouvrent et qui rassemblent. Un voyage perpétuel dans le temps*

## Quel est ton plus grand rêve ?

*Mon plus grand rêve est que chaque jeune trouve, comme moi, un lieu intérieur où ses identités se répondent et s'harmonisent, un espace où l'on se sent enfin entier.*

## Quel est ton principal trait de caractère ?

*La constance : avancer avec calme, tenir le cap et relier les mondes avec patience et conviction.*

## Un mot de la fin ?

*Osons renverser les frontières : pas seulement celles des pays, mais celles qui limitent nos imaginaires.*

# PROUST

**Rostand Tchuilieu**

**YFU**



Et Relie-F dans tout ça ?

**DÉFENDRE LES  
DÉTACHÉ·ES  
PÉDAGOGIQUES**

**DÉFENDRE LE  
SECTEUR  
JEUNESSE**

## Mise en contexte

Nous avons choisi de publier la carte blanche relative à la suppression des détachés pédagogiques dans les OJ, rédigée à la suite des annonces de restrictions budgétaires faites par la FWB en octobre 2025.

Fin 2025, Relie-F a créé un Groupe de Travail « Plaidoyer DP » afin de réagir aux mesures prévoyant la fin progressive du dispositif DP à l'horizon du 31 août 2027.

## Carte blanche : Défendre les détaché-es pédagogiques – Défendre le secteur Jeunesse

Dans un contexte politique où les secteurs de la jeunesse et associatif font face à des politiques publiques toujours plus restrictives, nous, Organisations de Jeunesse de Relie-F, refusons de rester silencieuses. Aujourd'hui, nous souhaitons rappeler une évidence : la suppression massive des détaché-es pédagogiques fragilise directement l'éducation des jeunes, l'action citoyenne et l'avenir démocratique de notre société.

La ministre de la Jeunesse affirme vouloir conserver uniquement 35 détaché-es pédagogiques en invoquant une prétendue « expertise pédagogique » spécifique. Or, toutes les personnes détachées ont été sélectionnées précisément pour cette expertise. L'ensemble des DP exercent au quotidien des missions centrales à la formation de CRACS : animation et formation de jeunes, coordination de projets, accompagnement d'équipes éducatives, conception d'outils pédagogiques, plaidoyer, développement d'activités, et ce parfois jusqu'à 200 activités par an.

Présenter les détaché-es pédagogiques comme responsables d'une pénurie dans les classes, c'est méconnaître le travail réel de ces professionnel·les et la nature même de l'éducation. **L'éducation ne se limite pas à l'école** : elle se construit aussi dans les pratiques non formelles, dans les espaces d'expression, d'émancipation et de participation citoyenne que nos organisations offrent depuis des décennies. Les DP renforcent concrètement le lien entre enseignement et secteur Jeunesse, soutiennent les équipes éducatives, accompagnent les jeunes en difficulté, luttent contre les discriminations, développent l'EVRAS et des activités dans le cadre du PECA, déconstruisent les stéréotypes, produisent des outils pédagogiques de



qualité et permettent aux organisations de répondre à la demande croissante des écoles.

Leur retrait serait dévastateur : surcharge de travail pour les équipes, perte d'expertise, diminution du nombre d'activités, affaiblissement des partenariats avec les écoles, recul de la qualité pédagogique, difficultés financières pour engager des remplaçant·es et pour beaucoup d'OJ, un retour à un fonctionnement « en mode survie » plutôt qu'à un travail structurel et innovant. Pour certaines organisations, la présence d'un·e DP est un vrai changement de paradigme, permettant de passer de la simple maintenance à la création, à la transformation, à une offre réellement adaptée aux réalités des jeunes !

Les DP apportent une valeur unique : leur double expertise — enseignement et éducation non formelle — crée ce pont indispensable entre les jeunes, le terrain, les équipes éducatives et la société. Ils et elles assurent la cohérence éducative de projets citoyens, soutiennent les équipes volontaires, accompagnent les jeunes dans leurs initiatives, garantissent le respect des valeurs démocratiques, et transmettent un regard critique essentiel dans une époque marquée par les inégalités, les discriminations et la montée des extrêmes.

Nos organisations ont été créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour éviter qu'un pouvoir institutionnel n'impose une vision unique de la jeunesse. Aujourd'hui encore, la diversité, l'autonomie et l'indépendance du secteur Jeunesse sont des garantes du pluralisme démocratique si cher à Relie-F. Saper les DP, c'est affaiblir ces fondements !

Nous demandons donc à la Fédération Wallonie-Bruxelles de faire un choix éclairé, car c'est le seul choix cohérent pour préserver une politique de jeunesse ambitieuse, pluraliste et émancipatrice. Défendre les DP, c'est défendre les jeunes, défendre la démocratie, défendre l'intérêt général.

### **Pourquoi seul le secteur Jeunesse est-il touché par les retraits des professeur-es détaché-es ?**

Pourquoi les derniers détaché-es dans les ministères, administrations et autres, ne sont-ils et elles pas impacté-es, alors que ces professionnel·les sont bien plus éloigné·es du public jeune ?

### **Plus que jamais, nous appelons à une vision politique courageuse, à la hauteur des défis éducatifs, sociaux et citoyens qui attendent la prochaine génération.**

#### **Nos revendications pour Relie-F fort et cohérent :**

- Maintenir l'ensemble des postes de détaché-es pédagogiques dans le secteur Jeunesse, sans réduction arbitraire du dispositif.
- Reconnaître officiellement l'expertise pédagogique des DP, au même titre que celle du personnel enseignant.
- Garantir la durée standard des détachements (3 ans) pour assurer la stabilité des projets éducatifs.
- Protéger l'indépendance et la diversité des organisations de jeunesse, piliers historiques du pluralisme démocratique.
- Investir structurellement dans l'éducation non formelle, complément indispensable à l'école pour former des CRACS.
- Renforcer les ponts entre écoles et organisations de jeunesse, et reconnaître la plus-value des DP dans ce rôle de médiation.
- Garantir des moyens financiers adaptés aux réalités et missions des OJ pour éviter la surcharge des équipes.

*Elisabeth Fievez Détaché pédagogique de Relie-F  
— 26 novembre 2025*

#### **Et depuis lors ?**

Depuis début 2026, la trajectoire annoncée s'est confirmée : la fin progressive du dispositif des détaché-es pédagogiques à titre gratuit le 31 août 2027 est maintenue, sans réel infléchissement malgré les nombreuses interpellations du secteur. Les premières traductions concrètes de la réforme s'inscrivent dans une logique de recentrage des moyens vers l'enseignement, avec le retour progressif d'enseignant-es détaché-es en classe et une limitation des dispositifs jugés prioritaires. Une enveloppe financière d'environ 56 000€/DP/OJ sera versée en compensation du poste perdu.

En parallèle, plusieurs acteur·rices associatif·ves dénoncent une fragilisation déjà perceptible des Organisations de Jeunesse.

Dossier

**DISCOURS  
ANTI-GENRE :  
QUELS IMPACTS  
POUR LES  
JEUNES ?**

---

Juliette Toussaint - Laura Pueyo Albo - Lucie Wajnberg Mora

---



## COMPRENDRE LES DISCOURS ANTI-GENRE ET LEURS EFFETS

**Des débats autour de l'EVRAS, des discours masculinistes qui circulent sur les réseaux sociaux, des remises en question des droits LGBTQIA+, des tensions au sein des écoles ou encore des mobilisations jusque dans les institutions européennes : les discours anti-genre occupent aujourd'hui une place croissante dans l'espace public. Mais que recouvrent réellement ces mobilisations ? Qui les porte ? Et surtout, quels effets ont-ils sur les jeunes et les personnes engagées dans le secteur jeunesse ?**

**À partir du Rapport sur les campagnes anti-genre en Belgique (Ana, Datta & Gustin, 2024), de témoignages de terrain — notamment ceux de l'Organisation de Jeunesse Crible — et d'un entretien avec la députée européenne Estelle Ceulemans, ce dossier propose de décrypter un phénomène à la fois politique, social et transnational. La rédaction Relie-F dresse un état des lieux des dynamiques à l'œuvre.**

**Comment ces discours se diffusent-ils ? Pourquoi touchent-ils particulièrement les questions liées à la jeunesse, à l'éducation et aux droits des personnes LGBTQIA+ ? Quels impacts ont-ils sur les professionnel·les de terrain et sur les jeunes concerné·es ? Et surtout, quelles formes de résistance et d'actions collectives peuvent être mises en place face à ces offensives ?**

**Entre analyses, constats de terrain et pistes d'action, ce dossier invite à mieux comprendre un phénomène en pleine expansion et les enjeux démocratiques qu'il soulève aujourd'hui.**

### 1. DÉCRYPTER LE PHÉNOMÈNE

#### 1.1 Caractéristiques, cibles et dynamiques des discours anti-genre

Les discours anti-genre désignent un **ensemble d'initiatives politiques, sociales et culturelles** qui s'opposent aux droits des femmes, à l'égalité de genre ainsi qu'aux droits sexuels et reproductifs et LGBTQIA+.

Ils apparaissent dans les **années 1990**, dans le prolongement de mobilisations catholiques, notamment au sein d'instances internationales comme l'ONU. Ils se construisent en **réaction** à ce qui est qualifié par leurs opposant·es d'« idéologie du genre », présentée comme une construction politique imposée dans les sphères éducatives et institutionnelles.

Au fil du temps, **ces discours se diffusent et s'élargissent** à de nombreux enjeux liés aux politiques d'égalité : éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS), droits des personnes trans, mariage et parentalité des couples de même sexe, ou encore critiques regroupées sous le terme de « wokisme ».

À partir des **années 2000**, ils gagnent en visibilité et **se diffusent progressivement en Europe**. D'abord issus du milieu catholique, ils sont ensuite repris par le champ politique et mobilisent une grande **diversité d'acteur·rices** « qui peuvent être rassemblés en six catégories : acteurs religieux, organisations de la société civile, intellectuel·les et stratèges, financeurs, partis politiques et États » (Ana, Datta & Gustin, 2024).

#### Figures et relais des discours anti-genre en Belgique

Dans le champ religieux d'abord, on peut citer Mgr Léonard, primat de Belgique de 2010 à 2015, qui a défendu des positions conservatrices sur l'homosexualité, l'avortement et l'euthanasie.

Dans le même registre de la diffusion d'idées conservatrices à l'échelle européenne, le Mathias Corvinus Collegium (MCC) occupe une place importante. Cette institution hongroise, qui a ouvert un bureau à Bruxelles en 2022, s'est progressivement imposée comme un think tank influent. Elle organise des événements autour de thèmes tels que la famille, les droits LGBTQIA+ et le « wokisme », avec pour objectif de peser sur le processus politique européen.

Toujours à Bruxelles, le think tank « New Direction – The Foundation for European Reform », fondation politique liée au parti des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), relaie régulièrement des initiatives anti-genre, s'inscrivant lui aussi dans ces réseaux d'influence.

Ces dynamiques se manifestent également dans l'espace public et les débats sociaux, comme l'a illustré la polémique autour du programme EVRAS<sup>1</sup> en septembre 2023. Celle-ci a donné lieu à des manifestations, mais aussi à des actes de vandalisme, dont certains incendies visant des établissements scolaires en Belgique.

Enfin, elles se prolongent sur le terrain politique. Plusieurs formations, dont le Vlaams Belang, Chez Nous et le CD&V, tiennent régulièrement des propos anti-genre. Selon le rapport, « Le Vlaams Belang a joué un rôle clé dans la diffusion des discours anti-genre dans d'autres partis de droite. Cette dynamique se perçoit notamment sur les questions de genre et s'exprime plus récemment autour du wokisme » et, « Si, pendant longtemps, l'extrême droite flamande a constitué le principal relais politique des revendications anti-trans (Van Grieken, 2017, pp. 151-152), celles-ci sont aujourd'hui également portées par certains partis de droite (Jacobs, 2021), ainsi que par le parti Chez Nous ».

## 1.2 Evolution du phénomène

Depuis leur origine dans les **années 2000**, les campagnes anti-genre se renforcent et se diversifient en Belgique mais pas seulement. En effet, elles connaissent une **expansion rapide et durable**, se diffusant à grande échelle en Europe, puis dans les Amériques et en Océanie, tout en émergent également en Afrique et en Asie.

Elles ne peuvent dès lors plus être appréhendées uniquement à partir de contextes nationaux spécifiques, mais doivent être comprises comme un phénomène transnational structuré, reposant sur des discours, des stratégies et des acteur·rices commun·nes, adaptés aux contextes locaux. Cette dynamique s'accompagne d'une forte structuration et d'une **professionnalisation croissante**, s'appuyant sur des **réseaux internationaux organisés**, une communication intensive — notamment via internet — ainsi que sur des stratégies juridiques et politiques élaborées. Les modes d'action mobilisés sont variés, allant des manifestations aux campagnes en ligne, en passant par le lobbying politique, les recours juridiques, les pétitions et les référendums. Le **Rapport sur les campagnes anti-genre en Belgique**,

sur lequel est basé ce dossier, permet de mettre en lumière et d'alerter sur ce phénomène dont la politisation croissante pourrait accroître l'influence sur les politiques publiques dans les années à venir.

Au niveau transnational, la résolution **Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre** adoptée publiée en mars 2026 par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) chiffre l'importance du phénomène : « Au cours des cinq dernières années, ces mouvements ont mobilisé plus d'1 milliard de dollars qui a servi à renforcer leur présence en Europe, élargir et structurer des réseaux, développer des stratégies d'influence et accroître ainsi leur audience dans le débat public ».



## 2. AU COEUR DU PARLEMENT EUROPÉEN

Les années **2012-2013** constituent un **moment charnière** dans « le développement d'une infrastructure transnationale et l'implantation des ONG anti-genre à Bruxelles » (Ana, Datta & Gustin, 2024). En effet, en Europe, cette période est marquée par plusieurs événements importants dont l'apogée de **La Manif pour Tous** française, l'initiative citoyenne **One of Us**<sup>2</sup> et le rejet du **Rapport Estrela** au Parlement européen. Ce dernier garantissait, entre autres,

<sup>1</sup> En juillet 2023, les cours d'EVRAS ont été généralisés à l'ensemble des élèves de 6ème primaire et de 4ème secondaire, à raison de deux sessions de deux heures par an. Cette décision a déclenché de fortes manifestations anti-EVRAS parmi les opposants.

<sup>2</sup> « Cette initiative [citoyenne] exigeait l'interdiction pour l'Union européenne de financer des activités impliquant la destruction d'embryons humains, en particulier dans les domaines de la recherche, de l'aide au développement et de la santé, et ambitionnait à plus long terme une meilleure protection de l'embryon humain ».

l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive pour les citoyens des pays membres. « [Le rejet de ce rapport a] offert des signes d'encouragement aux acteurs anti-genre, qui y ont lu un premier couronnement de leurs efforts ».

Toujours selon le *Rapport sur les campagnes anti-genre en Belgique* (Ana, Datta & Gustin, 2024), « On retrouve ce phénomène au niveau européen où des fonctionnaires des institutions européennes et des député·es européen·nes ont joué un rôle moteur dans certaines mobilisations ».

Le rapport précise que «... les mobilisations anti-genre ont trouvé une oreille attentive auprès de certains acteurs au Parlement européen ». En effet, certains politiciens catholiques du Parti Populaire Européen (PPE) et des groupes de droite populiste et d'extrême droite, comme Identité et Démocratie (ID) et les Conservateurs et Réformistes européens (ECR) ont adopté des discours anti-genre, transformant les débats au Parlement européen.

Ce lien avec le Parlement européen est important : le rejet du Rapport Estrela illustre la capacité des mouvements conservateurs à **influencer directement les institutions européennes**, notamment en mobilisant des réseaux et du lobbying.

Ces partis, parfois au pouvoir dans leurs pays d'origine, influencent également le Conseil européen, où ils tentent de bloquer des documents politiques en utilisant des arguments anti-genre. En outre, bien que la Commission européenne semble moins exposée, les acteur·rices anti-genre ont tenté d'y infiltrer des alliés et de créer des postes favorables à leurs idées, comme celui d'Envoyé spécial pour la liberté religieuse en dehors de l'UE.

Néanmoins, les acteur·rices anti-genre au sein du PPE sont minoritaires (le PPE occupe 188 sièges sur 720, ce qui correspond à 26% du total des députés) et n'ont pas réussi à bloquer les avancées progressistes ou à initier de nouvelles politiques. Certaines de leurs tentatives, malgré leur popularité, ont été neutralisées. À titre d'exemple, l'initiative citoyenne *One of Us*, « qui visait l'avortement et [qui] a recueilli 1,7 million de signatures... a finalement été rejetée par la Commission européenne » (Ana, Datta & Gustin, 2024). Cet événement marque toutefois une entrée plus visible de ces mobilisations dans l'arène politique européenne.

Dans ce **contexte de tensions entre mobilisations conservatrices et avancées législatives**, la question des thérapies de conversion a connu une évolution ma-

Branches européennes d'organisations étasuniennes	Nouvelles organisations européennes	Organisations liées à des institutions ou mouvements religieux	Initiatives politiques	Plateformes internationales
European Center for Law and Justice (ECLJ)	CitizenGo	Commission des conférences épiscopales de l'Union européenne (COMECE)	Mathias Corvinus Collegium (MCC)	Agenda Europe
Alliance Defending Freedom International (ADFI)	Ordo Iuris/Tradition, Famille et Propriété (TFP)/Fédération Pro Europa Christiana	Federation of Catholic Family Associations in Europe (FAFCE)	<i>The European Conservative</i>	Political Network for Values (PNV)
World Youth Alliance (WYA)	Europe for the Family/La Manif Pour Tous	European Christian Political Movement (ECPM)	New Direction - The Foundation for European Reform	World Congress of Families (WCF)
	European Dignity Watch (EDW)		<i>The Brussels Signal</i>	Conservative Political Action Conference
	Christian Action Research Education (CARE)			

Tableau récapitulatif des principales organisations anti-genre à l'échelon européen (Ana et al., 2024)

jeune en 2026. Le 29 avril 2026, le Parlement européen a adopté une résolution appelant à l'**interdiction de ces pratiques dans l'ensemble de l'Union européenne**. Cette position s'inscrit dans le prolongement d'une Initiative Citoyenne Européenne portée par des organisations de la société civile, ayant recueilli plus de 1,2 million de signatures.

Cette mobilisation a conduit les institutions européennes à renforcer le débat politique : la Commission européenne a confirmé en **mai 2026** son intention de **proposer un cadre législatif** visant à encourager une interdiction dans tous les États membres.

Ce processus ne constitue pas encore une loi contraignante, mais marque une étape importante vers une harmonisation européenne en matière de protection des personnes LGBTQIA+ face à ces pratiques.

## 2.1. Une Europe traversée par les discours anti-genre

À l'échelle européenne, plusieurs évolutions récentes témoignent d'une intensification des controverses autour des questions de genre, dans un contexte marqué par la circulation accrue des discours anti-genre et masculinistes et par une polarisation croissante des débats publics.

Dans plusieurs États **membres**, ces dynamiques se traduisent par des initiatives politiques ou sociales qui **remettent en cause des politiques d'égalité** ou des dispositifs liés à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Au **Portugal**, en mars 2026, des coalitions politiques incluant des partis de droite et d'extrême droite ont ainsi soutenu des propositions visant à restreindre certains contenus éducatifs liés au genre ainsi que les parcours d'accompagnement des personnes mineures trans. Ces débats concernent directement les publics jeunes, en particulier dans leur accès à une information et un accompagnement adaptés dans les espaces éducatifs.

Cette tendance s'observe également dans d'autres contextes nationaux. En **Hongrie**, plusieurs réformes ont limité la diffusion de contenus liés aux questions de genre et aux thématiques LGBTQIA+ dans les établissements scolaires et les supports éducatifs destinés aux mineur-es, dans un cadre justifié par des logiques de protection de la

jeunesse. En **Pologne**, les débats autour de l'éducation sexuelle et des politiques d'égalité restent fortement polarisés, conduisant dans certains cas à des situations d'autocensure dans les établissements scolaires et à une grande prudence des acteur-rices éducatif-ves.

Dans le Sud de l'Europe, les tensions se manifestent également autour des droits des personnes trans et des politiques éducatives. En **Espagne**, les réformes encadrant les droits des personnes trans ont suscité des controverses politiques importantes, notamment concernant l'accès des mineur-es aux dispositifs d'accompagnement et de transition. En Italie, les discussions autour de l'éducation à la sexualité et aux relations affectives dans les écoles donnent lieu à des oppositions récurrentes, ralentissant ou freinant la mise en œuvre de certains programmes éducatifs.

Dans le champ public, la visibilité accrue des discours hostiles aux personnes LGBTQIA+ et aux politiques d'égalité de genre contribue également à fragiliser certains espaces associatifs et communautaires. En **France**, plusieurs actes de dégradation visant des lieux associatifs liés aux luttes féministes et LGBTQIA+ ont été observés début 2026, notamment à Lille, dans un contexte de recrudescence de discours polarisés autour des questions de genre. Ces dynamiques participent à la normalisation de récits hostiles qui circulent également dans les environnements fréquentés par les jeunes, notamment en ligne.

Dans d'autres pays européens, notamment en **Allemagne** et au **Royaume-Uni**, les organisations de la société civile signalent par ailleurs une circulation accrue de contenus masculinistes sur les réseaux sociaux, ciblant particulièrement les adolescent-es et jeunes adultes. Ces discours véhiculent des représentations hiérarchisées des rapports de genre et participent à la diffusion d'idéologies antiféministes dans les espaces numériques de socialisation.

Ces évolutions traduisent ainsi une **fragmentation croissante des positions au sein de l'espace européen sur les enjeux liés au genre, à l'éducation et aux droits fondamentaux**. Elles montrent surtout que les discours anti-genre ne se limitent pas à un seul espace politique, mais circulent de manière transnationale, en s'ancrant différemment selon les contextes nationaux tout en influençant à la fois les débats publics et les environnements dans lesquels évoluent les jeunes.



Estelle Ceulemans, députée au Parlement européen - Photo : Bernard De Keyzer

## 2.2. Le Parlement européen face aux dynamiques anti-genre : entretien avec Estelle Ceulemans

**En 2025, à l'occasion de la finale du concours d'éloquence de Felobel au Parlement européen, Relie-F et plusieurs de ses membres ont pu rencontrer Estelle Ceulemans, députée européenne membre du groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D).**

Son engagement pour le secteur associatif et son accessibilité nous ont marquées. Dans le cadre de ce dossier, nous l'avons recontacté afin d'approfondir notre analyse du phénomène. Un immense merci pour le temps accordé lors de cette interview passionnante qui permet d'éclairer, de l'intérieur, les dynamiques politiques actuellement à l'œuvre au sein du Parlement européen.

Dès le début de notre entretien, **E. Ceulemans met en évidence « une offensive conservatrice et anti-genre au sein du Parlement européen »**, portée principalement par des alliances entre groupes d'extrême droite, tels que ESN, Patriotes et ECR, mais également soutenue de manière croissante par le PPE. En outre, elle confirme le caractère transnational de ce phénomène : « Il y a un vrai mouvement de fond, et il n'est pas seulement ailleurs : il est aussi ici, en Europe ».

Selon elle, « [Ces acteur·rices sont] de plus en plus organisées », notamment autour de certaines thématiques clés

comme le droit à l'avortement, les droits LGBTQIA+ ou encore les politiques d'égalité de genre. Cette mobilisation se traduit à la fois par des actions visibles – comme le déploiement de banderoles pro-life au sein même du Parlement européen à Strasbourg ou des confrontations verbales virulentes notamment avec Mr. Inselvini<sup>3</sup> – ainsi que par un travail politique structuré visant à influencer les votes et à contrer des initiatives comme *My Voice, My Choice*.

### « Une offensive conservatrice et anti-genre au sein du Parlement européen »

Au-delà de ces actions, la députée souligne un glissement politique plus large, marqué par un **rapprochement entre le PPE et les positions extrémistes et anti démocratiques**, ainsi qu'une tendance à la dérégulation. Des politiques telles que le *gender budgeting* ou la transparence salariale sont ainsi de plus en plus contestées. E. Ceulemans insiste sur le fait que la législature actuelle s'inscrit dans une dynamique de **remise en question des acquis sociaux et féministes** obtenus lors de la mandature précédente, notamment dans le sillage de *MeToo*.

Les discours portés par ces acteur·rices anti-genre reposent sur des **rhétoriques bien établies**, mêlant critique des « théories du genre », défense de rôles traditionnels assignés aux femmes et amalgames entre migration et violences faites aux femmes. Ces discours prennent également une **forme paternaliste**, présentant le renvoi des femmes à la sphère domestique, sous couvert de protection. Fait notable, ces positions ne sont pas uniquement défendues par des hommes, mais aussi par certaines femmes politiques.

Par ailleurs, l'entretien met en lumière des **stratégies de communication et d'influence sophistiquées**. Selon E. Ceulemans, « Ils.elles utilisent les débats en plénière pour se filmer et diffuser ensuite leurs discours sur les réseaux sociaux » afin de renforcer leur propos. À cela s'ajoute l'action de réseaux d'organisations pro-life gravitant autour des institutions européennes et exerçant un travail de lobbying actif.

Malgré cette offensive, des formes de résistance subsistent. Les **groupes progressistes tentent de s'organiser**, notamment en restant présent·es lors des débats, en inter-

<sup>3</sup> Paolo Inselvini est membre de Fratelli d'Italia (le parti de Giorgia Meloni) et siège avec ECR au Parlement européen.

pellant leurs opposant-es ou en produisant des contre-rapports. E. Ceulemans souligne également le rôle crucial de certaines mobilisations transversales, en particulier celles portées par des femmes parlementaires, qui permettent encore d'obtenir des **avancées sur certains dossiers, comme la condamnation des thérapies de conversion<sup>4</sup> ou la reconnaissance du consentement dans la définition du viol** (tous deux votés en avril 2026). De manière plus large, l'engagement des mouvements militants apparaît comme déterminant dans le maintien de ces acquis.

**« Ce ne sont pas des phénomènes ponctuels : ce sont des réalités quotidiennes. »**

Enfin, E. Ceulemans insiste sur le caractère fragile et instable de l'équilibre actuel. « On sent, dans cette mandature, un retour en arrière ». Certaines politiques, notamment le **financement de l'accès à l'avortement** via le Fonds social européen, sont **directement menacées**, tandis que certaines militantes (celles derrière l'initiative *My voice, my Choice*) font face à des formes de pression et de harcèlement. L'ensemble de ces éléments témoigne d'un moment de bascule politique, où **les forces anti-genre gagnent en visibilité et en légitimité, tout en renforçant encore des formes de résistance**, bien que celles-ci apparaissent de plus en plus sous tension. « Ce ne sont pas des phénomènes ponctuels : ce sont des réalités quotidiennes.

### **3) RÉALITÉS VÉCUES PAR LES JEUNES ET LE SECTEUR JEUNESSE**

**Le 20 février 2026 s'est tenue, à la Cité Miroir (Liège), la journée d'étude « Gender Panic au village – Résister aux campagnes anti-genre », organisée par la Coalition Genre. Relie-F y était présente ainsi que Laura Truong et Astrid Murango, toutes deux impliquées lors de la journée. Elles ont accepté de nous partager leurs retours sur ce moment.**

Pensée comme un espace de rencontre et de réflexion collective face à la montée des offensives réactionnaires, cette journée s'adressait aux travailleuses et travailleurs des secteurs de l'éducation, de l'associatif, du médical, du social et du culturel, ainsi qu'aux chercheur-euses et militant-es. Le but était de créer un **espace de partage de savoirs**, mais aussi de **tisser des liens inter-associatifs pour imaginer des stratégies collectives de résistance**.

Dans la continuité de ces réflexions, le rapport d'activités 2025 du Conseil bruxellois de l'égalité entre les femmes et les hommes rappelle que les inégalités de genre persistent et tendent à se renforcer dans un contexte marqué à la fois par des contraintes politiques et budgétaires et par la **montée de campagnes anti-genre de plus en plus structurées**. Ce conseil a pour rôle principal de conseiller le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur toutes les matières ayant un impact sur l'égalité de genre. Il évalue les politiques, pilote des recherches, formule des avis et des recommandations et initie des stratégies annuelles.



Source : Pexels

<sup>4</sup> À ce propos, Madame Ceulemans précise que la NVA s'est abstenue lors de ce vote.

## La journée d'étude met également en lumière la manière dont ces campagnes affectent concrètement les acteur·ices de terrain dans des secteurs variés.

Les constats de terrain sont confirmés par plusieurs éléments d'analyse. Une étude menée en **Flandre** en 2025 montre notamment un **recul de l'acceptation** chez les jeunes de 16 à 18 ans : les attitudes envers les personnes LGBTQIA+ deviennent moins tolérantes et une partie des jeunes considère encore la violence à leur égard comme acceptable (Pauwels, 2025).

Même son de cloche sur la page dédiée de la **Région de Bruxelles-Capitale** qui souligne que les personnes LGBTQIA+ restent confrontées à des **discriminations structurelles** et à des **violences** dans différents aspects de la vie quotidienne, notamment dans l'espace public, l'emploi ou le logement (Région de Bruxelles-Capitale / Be.brussels, s.d.). Les autorités bruxelloises constatent également la persistance de discours de haine, d'actes homophobes et transphobes, ainsi qu'une forte sous-déclaration des violences, liée à la peur des victimes de ne pas être prises au sérieux ou d'être davantage stigmatisées.

Par ailleurs, le **rapport d'ILGA-Europe** publié en 2025 confirme qu'en Belgique, les personnes LGBTQIA+ font face à une hausse des violences et des discours anti-genre, malgré un cadre légal relativement protecteur. Selon ce rapport, les **agressions homophobes et transphobes augmentent** dans un contexte de polarisation croissante et de recul de la tolérance chez les jeunes. Les associations signalent davantage d'attaques dans l'espace public, de cyberharcèlement, de vandalisme et de pièges organisés via des applications de rencontre.

Les chiffres restent probablement sous-estimés, puisque **seules 14 % des victimes portent plainte**. Plusieurs affaires récentes impliquant des mineur·es ont également été relevées.

Ces éléments montrent que **les avancées juridiques en Belgique coexistent avec une banalisation croissante des discours hostiles et des violences anti-LGBTQIA+**, notamment chez les jeunes.

Dans ce contexte, le Forum des Jeunes souligne que la diffusion de ces discours participe à une **reconfi-**

**guration des rapports sociaux de genre chez les jeunes**, notamment sous l'effet des réseaux sociaux et des plateformes numériques (Forum des Jeunes, 2026). L'organisation met en garde contre la normalisation des inégalités et le renforcement des stéréotypes de genre, qui fragilisent les acquis en matière d'égalité. Elle insiste aussi sur la **nécessité de renforcer les espaces d'éducation critique**, la prévention et l'accompagnement des jeunes face aux contenus numériques, afin de limiter l'impact de ces dynamiques sur leurs représentations et leurs comportements.

### 3.1 Les observations de Crible sur le terrain

**Les constats présentés ci-dessus font écho aux observations de terrain d'une de nos Organisations de Jeunesse, Crible, auprès de qui nous avons récolté un témoignage.**

L'équipe de Crible constate une **montée de l'hostilité envers les thématiques de genre** dans les contextes scolaires. Cette tendance se traduit notamment par une méfiance de certain·es **jeunes, encadrant·es ou directions**, ainsi que par des formes de censure plus ou moins explicites. Par exemple, certaines de leurs animations ont été annulées après qu'une école ait appris que Crible était labellisée EVRAS. En outre, les thématiques LGBTQIA+ apparaissent comme plus « sensibles » ou « dérangement » que celles liées au sexisme. Or, comme nous le rapporte l'équipe, « c'est problématique puisque les questions d'homophobie et de transphobie sont vives et liées aux stéréotypes de genre ».

Dans les contextes scolaires, les discours anti-genre se manifestent de manière croissante à travers des **incidents liés à l'homophobie et au sexisme**, et l'équipe de **Crible mentionne être de plus en plus sollicitée en réaction plutôt qu'en prévention**.

Si les jeunes apparaissent globalement mieux informés sur ces enjeux, les formateur·rices ressentent néanmoins une **polarisation accrue des opinions** et une radicalisation de certains propos, notamment sous l'**influence des discours masculinistes** circulant sur les réseaux sociaux. Ces dynamiques contribuent à réactiver des stéréotypes de genre essentialisants et à renforcer les discriminations, en particulier à l'encontre des personnes LGBTQIA+.



Source : Greg Rosenke/Unsplash

### 3.2 Des pistes pour agir

À l’instar des réflexions issues de la journée d’étude « Gender Panic au village », un constat central émerge : la nécessité de **dépasser le sentiment de sidération<sup>5</sup> pour construire des réponses collectives**.

Un besoin de structuration des pratiques se dégage, notamment à travers le renforcement des collaborations inter-associatives et la création d’outils communs.

À leur niveau respectif, les contributeur·ices à cet article ont donc proposé des **pistes et réflexions** pour que **chacun·e puisse se saisir de cette problématique et agir à son échelle**.

#### Mutualiser les ressources

Pour les participant·es à la journée d’étude, la mutualisation des ressources apparaît comme un levier essentiel : de nombreux outils existent déjà mais restent dispersés. La mise en place d’**espaces partagés** (base de données partagée comme le cloud ou autre) permettrait de **centraliser ces ressources**, d’en **faciliter l’accès** et d’éviter les duplications.

À ce titre, le **Forum des Jeunes** propose désormais un **Padlet**, une plateforme collaborative regroupant

des **ressources mutualisées**. L’organisation souligne également que ces outils permettent de sensibiliser les jeunes aux discours anti-genre, de prévenir la banalisation des stéréotypes et de favoriser la participation active des jeunes à des initiatives collectives.

À l’occasion des 25 ans de Relie-F en 2025, nous avons mesuré à quel point la mutualisation des ressources est essentielle. Dans cette logique, plusieurs acteur·rices de terrain soulignent aussi l’importance de rendre ces outils réellement accessibles aux équipes éducatives et associatives, notamment via des **formats synthétiques, des fiches pratiques ou des supports directement mobilisables en animation**.

#### Communiquer autrement avec les jeunes

Les conclusions de la journée d’étude soulignent l’importance de **développer des stratégies de communication adaptées à des publics moins sensibilisés**, en diversifiant les formats (réseaux sociaux, humour, culture, etc.). L’objectif est de **sortir des cercles militants traditionnels**.

À ce propos, citons la campagne de la Fédération Wallonie-Bruxelles « **Faisons taire les stéréotypes de genre** », visant à sensibiliser les jeunes de 15 à 20 ans au sexisme. Prenant la forme de **capsules vidéos**

<sup>5</sup> La sidération traumatique est une réaction neuro-psychique très fréquente qui paralyse les fonctions motrices et mentales d’une victime l’empêchant de réagir. La victime sidérée est alors comme tétanisée, pétrifiée, elle ne peut pas crier, ni parler et dire non, ni bouger, ni organiser de façon rationnelle sa protection, sa défense ou sa fuite.

illustrant des scènes du quotidien, cette campagne rend visible les mécanismes souvent banalisés par lesquels le sexisme s'installe et se perpétue. **Relayé sur les réseaux sociaux**, ce format vidéo permet d'aborder le sujet différemment et de toucher un public plus large et potentiellement moins sensibilisé.

### Penser plus large, agir ensemble

La journée d'étude pointe la nécessité de s'inscrire dans une dynamique plus large, en s'inspirant d'initiatives internationales et en renforçant les liens entre secteurs (associatif, institutionnel, académique). Le développement d'un **plaidoyer structuré à destination des pouvoirs publics** constitue un enjeu central, afin de relayer les préoccupations du terrain et d'**influencer les politiques publiques**.

**L'Avis du Forum des Jeunes (2026)** complète ce constat en rappelant que l'éducation aux médias et le développement de l'esprit critique sont essentiels pour **prévenir la propagation des discours masculinistes et anti-genre. Les jeunes doivent être outillés pour décrypter les contenus en ligne**, dans les réseaux sociaux comme dans les espaces éducatifs, et pour s'impliquer dans des initiatives collectives.

### Anticiper les risques

Certains **risques** spécifiques liés à la montée des mouvements réactionnaires sont identifiés, notamment les **procédures-bâillons**<sup>6</sup>, déjà observées dans d'autres contextes. Par exemple, David Leloup, journaliste belge, a été la cible de sept procédures-bâillons en six ans (2017-2023) principalement à cause de ses enquêtes sur l'affaire Publifin. Il explique, dans un article pour Amnesty International, « Ce sont les risques du métier. Je savais qu'il s'agissait de fausses plaintes, destinées uniquement à m'ennuyer ».

Pour Astrid Murango, cela souligne l'importance de **développer des réseaux de soutien juridique** (d'avocat·es spécialisé·es) pour les associations.

### Échanger et outiller les jeunes

Pour Crible, les stratégies reposent sur le **dialogue et la création d'« un espace où tout peut être déposé,**

**sans jugement** », permettant aux jeunes d'exprimer leurs opinions, de prendre du recul et de déconstruire certains stéréotypes.

L'équipe développe également des **outils pédagogiques** afin de faciliter l'échange avec les jeunes et favorise le **travail de mise en réseau et d'engagement collectif**.

### Former les professionnel·les de manière continue

Crible renforce les **formations à destination des professionnel·les de l'éducation**, souvent en première ligne face à ces discours, afin de les aider à **comprendre les enjeux** et à **y réagir**. Ces professionnel·les ne sont pas toujours outillé·es et subissent également l'influence de la désinformation des mouvements anti-genre.



<sup>6</sup> « Les procédures-bâillons – appelées « SLAPPs » en anglais pour *Strategic Lawsuits Against Public Participation* désignent des poursuites judiciaires, manifestement infondées ou abusives, visant à intimider et faire taire une partie critique qui dénonce des faits ou actions dans un but d'intérêt général ».

#### 4) ET MAINTENANT ?

Au fil de ce dossier, les **campagnes anti-genre apparaissent comme un phénomène complexe, structuré et transnational**, qui dépasse largement le cadre d'un simple débat sociétal. Comme le montrent les constats issus du terrain, des différents rapports et des témoignages recueillis, ces dynamiques ont des **effets concrets** sur les droits, les pratiques professionnelles et le vécu des personnes concernées, notamment dans le secteur jeunesse. Elles participent également à une polarisation croissante du débat public et à une **mise sous tension des espaces éducatifs, associatifs et institutionnels**.

Dans sa résolution *Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre*, le Conseil économique, social et environnemental rappelle que « la **question** n'est pas seulement sociétale. Elle est **profondément démocratique** ». Il propose de protéger les droits fondamentaux et les libertés académiques, de **renforcer** les espaces de construction du commun – notamment **l'éducation** et les **services publics** – et de soutenir le rôle de la société civile dans la défense des droits. Cette recommandation rejoint les propos d'E. Ceulemans, qui nous rapportait que « cette mobilisation [en faveur de l'initiative *My Voice, My Choice*] nous a permis [...] d'avoir gain de cause ».

Ces constats et recommandations font écho aux **pistes d'action identifiées** tout au long du dossier : **coopération** entre acteur·rices de terrain, **mutualisation** des ressources, **développement** d'outils pédagogiques et **anticipation** des risques liés à la désinformation ou aux procédures d'intimidation. Ils soulignent surtout qu'au-delà des tensions actuelles, la réponse aux campagnes anti-genre implique une mobilisation collective pour préserver des espaces démocratiques inclusifs et pluralistes.

Le **secteur jeunesse joue ici un rôle central**. Les Organisations de Jeunesse, les travailleur·euses de terrain et les fédérations sont des espaces où les jeunes peuvent comprendre les enjeux, développer leur esprit critique, questionner les discours auxquels ils et elles sont confronté·es, et construire leur participation citoyenne. Ces **espaces** sont **essentiels pour permettre aux jeunes de grandir dans un environnement pluraliste, où la diversité des opinions est respectée sans exclusion**.

En tant que fédération d'Organisations de Jeunesse, **Relie-F s'engage à faciliter les relations entre ses membres, encourager la création d'outils communs et soutenir la mise en réseau et les partenariats**. La Fédération agit pour renforcer la capacité du secteur jeunesse à **faire face aux campagnes anti-genre et à accompagner les jeunes dans leur parcours de citoyenneté**.

Dans un contexte où les **discours réactionnaires se diffusent rapidement**, il s'agit de **préserver des espaces ouverts, inclusifs et pluralistes**, où les jeunes peuvent **s'exprimer, se former et participer activement à la vie démocratique**, tout en **construisant ensemble une société plus juste et solidaire**.

Juliette Toussaint - Laura Pueyo Albo - Lucie Wajnberg Mora



Source: Brian Kyed/Unsplash

## BIBLIOGRAPHIE

## Rapports et documents institutionnels

- Conseil économique, social et environnemental (CESE). (2026). *Consolider et organiser la défense de nos principes démocratiques face aux stratégies anti-genre*. <https://www.lecese.fr/actualites/consolider-et-organiser-la-defense-de-nos-principes-democratiques-face-aux-strategies-anti-genre>
- European Union Agency for Fundamental Rights (FRA). (2025). *LGBTIQ equality at a crossroads: Progress and challenges in the EU*. <https://fra.europa.eu>
- Forum des Jeunes. (2026). *S'accorder en genre, lutter en nombre : que pensent les jeunes de la montée des discours masculinistes ?* [https://forumdesjeunes.be/wp-content/uploads/2026/05/Avis\\_Masculinisme\\_Forum\\_des\\_jeunes.pdf](https://forumdesjeunes.be/wp-content/uploads/2026/05/Avis_Masculinisme_Forum_des_jeunes.pdf)
- ILGA-Europe. (2025). *Annual Review of the human rights situation of lesbian, gay, bisexual, trans and intersex people in Europe and Central Asia*. <https://www.ilga-europe.org/report/annual-review-2025/>
- Secrétariat du Conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CEFH). (2026). *Conseil bruxellois de l'égalité entre les femmes et les hommes*. <https://www.brupartners.brussels/fr/conseil-bruxellois-de-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes>
- UNESCO. (2018). *International technical guidance on sexuality education*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260770>
- UNICEF. (2021). *The state of the world's children 2021: On my mind – Promoting, protecting and caring for children's mental health*. <https://www.unicef.org/reports/state-worlds-children-2021>

## Articles scientifiques et rapports de recherche

- Ana, A., Datta, N., & Gustin, A. (2024). *Rapport sur les campagnes anti-genre en Belgique*. Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. <https://igvm-iefh.belgium.be/fr/publication/rapport-sur-les-campagnes-anti-genre-en-belgique>
- Pauwels, F. (2025). *Facts & figures: De evolutie van homofobie bij jongeren tussen 2018 et 2023*. Jeugdonderzoekplatform. <https://jeugdonderzoekplatform.be/project/facts-figures-de-evolutie-van-homofobie-bij-jongeren-tussen-2018-en-2023/>
- Rossi, M., & Bianchi, F. (2025). *Sexuality education in European schools: Controversies and implementation challenges*. (référence académique synthétique)
- Smith, L., & Brown, R. (2025). *Masculinist discourse and online radicalization among European youth*. Routledge.
- Titley, G., Flep, E., Kulpa, R., & Petitjean, C. (2025). *Cartographier les mouvements anti-genre à travers l'Europe*. <https://mouvements.info/cartographier-les-mouvements-anti-genre-a-travers-leurope>

## Articles en ligne et ressources institutionnelles

- Amnesty International. (2023). *Poursuites-bâillons : des recours agressifs pour museler le débat public*. <https://www.amnesty.be/infos/notre-magazine-le-fil/2023/article/poursuites-baillons-recours-agressifs-museler-debat-public>
- Fédération Wallonie-Bruxelles. (2026). *Nouvelle campagne : « Faisons taire les stéréotypes de genre »*. <https://educationpermanente.cfwb.be/actualites/actualite/nouvelle-campagne-faisons-taire-les-stereotypes-de-genre>
- Fillon, T. (2025). *EVRAS, dans le feu des contestations*. Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente. <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/dossier/evras-dans-le-feu-des-contestations>
- Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. (s.d.). *Gender budgeting*. <https://igvm-iefh.belgium.be/fr/themes/gender-mainstreaming/mise-en-oeuvre-de-la-loi/gender-budgeting>
- Parlement européen. (2026). *Résolution du 29 avril 2026 sur l'interdiction des thérapies de conversion dans l'UE*. <https://www.europarl.europa.eu/news/fr>
- Parlement européen. (s.d.). *Les groupes politiques du Parlement européen*. <https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/organisation-and-rules/organisation/political-groups>
- Service public régional de Bruxelles. (s.d.). *LGBTQIA+*. <https://be.brussels/en/assistance-social-health/lgbtqia>

## Témoignages et entretiens

- Ceulemans, E. (2026, mai). Entretien réalisé dans le cadre du dossier.
- Crible ASBL. (2026, avril). Témoignage de terrain.
- Murango, A. (2026, mars). Entretien.
- Truong, L. (2026, avril). Entretien.

## Ressources issues du terrain et initiatives collectives

- ACT LGBT. (s.d.). Association européenne contre les thérapies de conversion, coordonnant les associations LGBTQIA+ à travers l'UE et soutenant des actions pour les jeunes. <https://act.lgbt/>
- Crible ASBL. (2024). *Kit de déconstruction pour répondre aux idées reçues sur les personnes LGBTQIA+*. <https://www.criblasbl.be/index.php/kit-de-deconstruction/>
- Crible ASBL. (s.d.). *Nos formations "Genre et jeunesse"*. <https://www.criblasbl.be/index.php/nos-formations/>
- Coalition Genre. (2026). *Gender Panic au village – Résister aux campagnes anti-genre : compte rendu et ressources*. <https://www.coalitiongenre.be/ressources/gender-panic-2026>
- Foubert, M. (2025). *Il est urgent de déconstruire les discours masculinistes*. Soralia. <https://www.soralia.be/accueil/il-est-urgent-de-deconstruire-les-discours-masculinistes/>
- Les Couilles sur la Table (Binge Audio). (s.d.). *Masculinités et stéréotypes*. <https://www.binge.audio/podcast/les-couilles-sur-la-table>
- UNIA. (2026). *Analyse des dispositions du nouveau Code pénal relatives au racisme et à la discrimination*. <https://www.unia.be/fr/analyse-jurisprudence/analyse-des-dispositions-du-nouveau-code-p%C3%A9nal-relatives-au-racisme-et-%C3%A0-la-discrimination-avril-2026>

# LES RECO' DE L'ÉQUIPE



## MES RÉSEAUX, MON GENRE ET MOI. COMPRENDRE POUR SE LIBÉRER

Livre de Pauline Ferrari & Mirion Malle (La Ville Brule, 2026)

Un ouvrage accessible sans discours moralisateur qui explore le lien entre genre et réseaux sociaux. À travers des explications claires (algorithmes, cyberharcèlement, sexualité en ligne...), les autrices montrent comment ces espaces participent à nos constructions sociales et de genre.

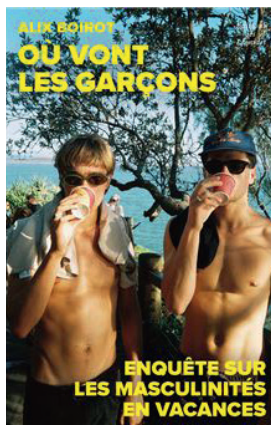


En s'appuyant sur des chiffres et des notions de recherche vulgarisées, le livre aide à comprendre comment les plateformes peuvent reproduire des stéréotypes sexistes, racistes ou transphobes, mais aussi influencer la manière dont on se perçoit et dont on se construit en ligne.

Un outil simple et précieux pour prendre du recul sur nos usages numériques et mieux comprendre les mécanismes qui façonnent les représentations du genre.

## OÙ VONT LES GARÇONS ? ENQUÊTE SUR LES MASCULINITÉS EN VACANCES

Livre d'Alix Boirot (Les Léonides, 2026)



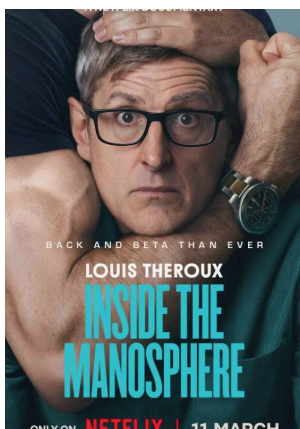
À travers une enquête ethnographique menée à Lloret de Mar, sur la Costa Brava, l'anthropologue Alix Boirot observe le tourisme festif de jeunes hommes européens et met en lumière une "virilité vacancière" faite d'excès, de mise en scène de soi et de rapports de pouvoir.

Sous l'apparente insouciance du "spring break", elle analyse un espace où se construisent et se rejouent les masculinités, entre domination, normes de genre et vulnérabilités.

En s'appuyant sur les masculinity studies, l'autrice montre comment ces pratiques s'inscrivent dans des logiques sociales plus larges et participent à façonner des imaginaires genrés encore très structurants.

**PLONGÉE DANS LA MANOSPHERE**

Documentaire de Louis Théroux



Disponible sur Netflix depuis mars 2026, ce documentaire suit le journaliste Louis Theroux dans une immersion au sein de la « manosphère », un ensemble de communautés en ligne masculinistes. À travers des rencontres avec des

influenceurs et créateurs de contenu, il explore leurs discours sur la masculinité, leurs modèles économiques et leur influence, notamment auprès des jeunes hommes. Le film met en lumière les liens entre mal-être masculin, réseaux sociaux et montée de discours antiféministes.

**RENVERSER LA TABLE**

Podcast de Victoire Tuaille

Retournons les évidences, cessons de croire à l'inéluctable et vivons une révolte joyeuse ! Dans ce podcast, Victoire Tuaille nous invite à questionner ce qui nous paraît évident dans notre société et à imaginer d'autres récits et manières de vivre ensemble. À travers des échanges avec des penseur-ses engagé-es, elle mêle des réflexions politiques (féministes, antiracistes, décoloniales...) et des questions très concrètes du quotidien.

Un podcast stimulant, optimiste et porteur d'espoir !

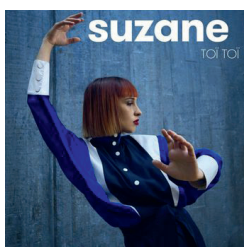
Coup de cœur pour l'épisode " Comment écrire de nouveaux récits "

**PETIT GARS**

Chanson de Suzane

« *P'tit gars  
T'es caché dans le noir  
Dans le placard  
Tu t'fais petit  
P'tit gars y'a rien qui cloche chez toi  
T'es amoureux c'est pas un crime* ».

Cet extrait (refrain) est issu de la chanson Petit gars de Suzane qui aborde la question du coming out et des réactions qu'il peut susciter dans le cadre familial. À travers des paroles simples et accessibles, elle met en évidence certains discours problématiques qui peuvent émerger à ce moment-là.

**JE SUIS UNE FILLE SANS HISTOIRE**

Livre d'Alice Zeniter



Le roman Je suis une fille sans histoire d'Alice Zeniter explore avec finesse la manière dont les récits et la fiction façonnent les identités féminines et les attentes de genre. En mettant en lumière les cadres narratifs qui enferment les femmes, il entre en résonance avec les discours anti-genre,

qui cherchent eux aussi à imposer des normes figées. Entre humour et ironie, l'autrice nous invite ainsi à questionner et déconstruire ces récits dominants.

Carte blanche



# DRINK NOUVEL AN RELIE-F : DISCOURS CO-PRÉSIDENCE

---

Thibaut de Radiguès et Héléne Debaisieux

---

***Le vendredi 29 janvier 2026, l'équipe de Relie-F  
a organisé son traditionnel drink de rentrée.  
Ce temps est l'occasion pour Relie-F de réunir  
ses membres, les partenaires et les politiques,  
de favoriser la rencontre lors d'un moment  
convivial, tout en tirant les conclusions de  
l'année écoulée et en envisageant les temps  
forts de l'année à venir !***

***Six mois plus tard, nos co-présidents avaient-  
ils vu juste dans leur boule de cristal...?***



— Une nouvelle année arrive et quelle année: 2026 sera en plusieurs points une année inédite...

— En 2025, La Belgique a été marquée par plusieurs grands évènements :

— La mise en place des coalitions et accords à la suite des élections de 2024,

— Avec plus ou moins de succès, car le gouvernement bruxellois sera constitué en 2029...

— Une année globalement très sèche, la plus sèche depuis 1976

— Heureusement la COP est sur le coup... Avec ses avancées inédites... Ou pas !

— De nombreuses réformes dans l'enseignement secondaire

— Une réforme par an et un an par réforme, on dirait... Courage, on va peut-être arriver à redresser la tendance !

— Plusieurs manifestations syndicales de grande ampleur contre les coupes budgétaires du gouvernement fédéral

— Celle de novembre était probablement une des plus grandes de l'histoire de la Belgique, Peut-être que ça pourrait intéresser nos dirigeants ?

— Pour notre secteur et plus particulièrement Relie-F, 2025 n'a pas été exempté d'événements perturbateurs...

— ...Endocriniens ou non, on vous laisse choisir si ceci vous tape sur les glandes ?

- Gel des financements pour les nouvelles OJ
- Fin de financements pour nos 3 OJ politiques
- Diminutions et révisions des systèmes d'aides à l'emploi
- Fin des détachements pédagogiques
- Réduction de 30% de la déduction fiscale des dons

— Au niveau mondial, c'était aussi une année marquée par :

- Le retour de Donald Trump à la présidence des USA (un an seulement, même si le ressenti est de 15 !)
- Les conflits en Moyen-Orient, en Ukraine, au Soudan, en RDC
- Le décès du Pape François et la nomination de Léon XIV
- La victoire du PSG en Ligue des Champions

— Une année riche en émotions, plutôt plombantes, nous en convenons.

— Heureusement qu'on a pu fêter la victoire de l'Union St gilloise au Championnat de Belgique !

— *Hélène, Que nous réserve 2026 ?*

— *Je n'ai pas de boule de cristal et les nouvelles sont de plus en plus rapides. Elles nous prennent de cours, nous bousculent et nous sidèrent. Donc pas de prédiction hâtive.*

*Mais notre rôle d'acteurs et actrices de la jeunesse reste intact : faire bouger les lignes, faire front et continuer d'œuvrer à la CRACS-isation des jeunes, grâce à l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde: l'éducation.*

*Car oui, Thibaut, on ne va pas se reposer ici, on ne va pas lâcher de si tôt. Si les politiques nous crient « austérité jeunesse »,*

— *Nous leur répondons « roulez jeunesse »*

— *Si les politiques nous crient « métro, boulot, dodo »,*

— *Nous leur répondons « liberté, citoyenneté, solidarité »*

*L'émancipation des jeunes n'est pas une variable d'ajustement. C'est une nécessité dans un monde en crise. Sacrifier le volontariat, au profit de la militarisation et sacrifier le tissu associatif, au profit de la libéralisation, c'est faire un choix de société; un choix de mort.*

*En tant que co-président-es de Relie-F, nous continuerons d'appeler à la solidarité dans le secteur associatif et à faire entendre nos voix pour que l'accompagnement des jeunes et les projets citoyens soient remis au centre des politiques publiques. Les jeunes ne sont pas que les travailleurs de demain. Ils sont les citoyens d'aujourd'hui.*

— *En tant que fédération, Relie-F continuera avec ses membres à œuvrer pour plus de dialogue, d'écoute, de pensée critique, de citoyenneté, de culture et de diversité.*

*Nous souhaitons que 2026 soit marquée par de nombreuses initiatives, chez Relie-F et ailleurs qui se battent pour une société juste et durable, solidaire et inclusive, pluraliste et ouverte, libre et démocratique.*

— *Santé à toutes et à tous et vive le secteur jeunesse !*



Hélène Debaisieux & Thibaut de Radiguès



Source : FJM asbl



Focus membre

# DE CERCLE ÉTUDIANT À MOUVEMENT : LA FJM FÊTE SES 5 ANS



---

Entretien avec Ahmed ABDI, propos recueillis par Juliette TOUSSAINT

---



Source : FJM asbl

### **Une initiative étudiante devenue fédération**

L'histoire de la FJM commence en 2019 sur le campus de Louvain-la-Neuve. À l'époque, avec d'autres étudiants, nous lançons un cercle avec une idée simple mais essentielle : créer un espace où les étudiants musulmans peuvent se retrouver, échanger et surtout se sentir pleinement à leur place dans la vie universitaire.

Beaucoup de jeunes arrivaient seuls dans un nouvel environnement académique, parfois loin de leurs repères habituels. Il manquait un cadre pour créer du lien, faciliter l'intégration et permettre à chacun de s'exprimer librement. Ce cercle est donc né d'un besoin concret, vécu sur le terrain.

Très rapidement, l'initiative dépasse le cadre du campus. Malgré le contexte du Covid-19, qui aurait pu freiner son développement, le projet continue à grandir. À la sortie de la crise sanitaire, plusieurs groupes souhaitent poursuivre l'aventure. C'est à

ce moment-là que nous prenons conscience qu'il ne s'agit plus simplement d'un cercle étudiant, mais d'une dynamique plus large, qui mérite d'être structurée pour durer.

En 2021, nous décidons donc de créer une ASBL : la Fédération de la Jeunesse Musulmane. L'objectif est clair : pérenniser le projet, lui donner un cadre solide, tout en veillant à ce qu'il reste porté par les jeunes eux-mêmes.

En quelques années, des cercles étudiants voient le jour dans l'ensemble des universités francophones. Cette évolution témoigne d'un besoin réel de représentation, mais aussi d'un désir d'organisation et d'engagement de la part des jeunes.

### **S'ancrer dans le secteur jeunesse avec Relie-F**

Dès la création de l'ASBL, la FJM cherche à s'inscrire pleinement dans le paysage associatif existant. C'est dans cette logique que nous rejoignons Relie-F en



2021, quelques mois seulement après la fondation officielle de la structure.

Cette adhésion représente un tournant important pour notre organisation. L'accompagnement proposé nous permet de mieux comprendre les exigences du secteur jeunesse, notamment en matière de gouver-

***« La première victoire pour nous, c'est d'avoir montré aux jeunes musulmans qu'il existe un secteur jeunesse et qu'ils peuvent y trouver leur place. »***

nance, de gestion administrative et de planification stratégique. Cette professionnalisation progressive constitue un levier essentiel pour assurer la durabilité du projet.

Mais au-delà des aspects techniques, intégrer Relie-F nous ouvre également à un écosystème riche et diversifié. Nous découvrons la pluralité des organisations de jeunesse, leurs approches, leurs méthodes, et surtout les nombreuses possibilités de collaboration.

Pour beaucoup de jeunes impliqués dans la fédération, cette immersion représente une véritable porte d'entrée vers un engagement associatif plus large. Elle permet de dépasser le cadre de la FJM pour s'inscrire dans une dynamique collective et dans une vision plus globale du secteur jeunesse.

#### **Mobilité internationale et projets éducatifs**

Aujourd'hui, la FJM développe de nombreuses initiatives destinées à renforcer l'engagement citoyen des jeunes.

L'un de nos axes majeurs concerne la mobilité internationale. Grâce à des programmes européens comme Erasmus+, nous organisons des échanges et des rencontres avec des jeunes issus de différents pays.

Ces mobilités permettent de croiser les expériences et d'aborder des enjeux communs tels que la citoyenneté, les discriminations ou encore la participation démocratique. Elles offrent aux participants l'opportunité de sortir de leur cadre habituel et de se confronter à d'autres réalités.

Par exemple, un projet en Bosnie a soulevé la question du devoir de mémoire autour du génocide de Srebrenica. À la suite de cette expérience, des jeunes ont ressenti le besoin de poursuivre la réflexion en Belgique, ce qui a conduit à la création d'une pièce de théâtre. Cela illustre concrètement l'impact que peuvent avoir ces mobilités sur l'engagement des participants.

En parallèle, la Fédération mène également des projets éducatifs en Belgique. Nous intervenons notamment dans des écoles pour échanger avec les élèves sur

différents sujets liés aux identités, aux croyances ou aux stéréotypes.

Par ailleurs, la FJM travaille avec plusieurs associations partenaires afin de proposer des formations, des ateliers et des projets culturels. Cette approche collaborative permet de mutualiser les compétences, de renforcer les synergies et de toucher un public plus large.

### Cinq ans d'existence et un nouveau mouvement

En 2024-2025, la Fédération de la Jeunesse Musulmane franchit une étape symbolique importante : celle de ses cinq ans d'existence.

À cette occasion, une réflexion de fond est engagée sur l'évolution du projet et sur la manière de l'ouvrir davantage à la société civile. Une question centrale émerge



Source : FJM asbl

alors : comment continuer à grandir tout en restant fidèle à l'esprit initial du projet ?

Cette réflexion conduit à la création d'un mouvement plus large : le Mouvement pour la Liberté, l'Inclusion et l'Humain (MLIH), dont la charte est disponible via [mlih.be](http://mlih.be). Ce mouvement est pensé comme un espace de dialogue et de coopération entre différentes structures partageant des valeurs communes.

Au-delà de la création d'un nouveau cadre, il s'agit aussi pour nous de donner un nom et une continuité à plus de soixante ans d'engagement de la communauté musulmane en Belgique, notamment dans la formation de CRACS (Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires). Le MLIH s'inscrit ainsi dans une histoire plus longue, tout en cherchant à répondre aux enjeux contemporains.

***« Au départ nous étions un cercle étudiant. Cinq ans plus tard, nous sommes devenus un mouvement pour la liberté, l'inclusion et l'humain. »***

Désormais, deux niveaux se distinguent : d'un côté, la fédération, qui conserve son rôle institutionnel et représentatif ; de l'autre, le mouvement, qui constitue un espace plus ouvert, destiné à favoriser les échanges, les collaborations et les initiatives communes.

Pour la FJM, l'enjeu est désormais de poursuivre son développement tout en restant fidèle à son ambition initiale : accompagner les jeunes, encourager leur participation et favoriser le dialogue au sein d'une société pluraliste.



Source : FJM asbl



# Crédits

## Une publication de Relie-F asbl

Avenue Henri Jaspar 127  
1060 Bruxelles

02 513 54 94  
info@relie-f.be  
www.relie-f.be

## Parution bi-annuelle

Juin 2026  
900 exemplaires

Imprimé sur du papier  
certifié FSC

## Éditeur-trices responsables

Hélène DEBAISIEUX  
Thibaut DE RADIGUÈS

## Couverture

Alain MUYSHONDT

## Layout et graphisme

Edwin BOURQUIN  
Alain MUYSHONDT

Imprimé par  
www.identic.be

## Ont participé à ce numéro

Ahmed **ABDI**  
Hélène **BAQUET**  
Edwin **BOURQUIN**  
Estelle **CEULEMANS**  
Hélène **DEBAISIEUX**  
Thibaut **DE RADIGUÈS**  
Elisabeth **FIEVEZ**  
Nael **GIANNINI**  
Justine **KINET**  
Sous' **LABONTE**  
Olivier **LEBLANC**  
Alain **MUYSHONDT**  
Astrid **MURANGO**

Benjamin **MIGNOT**  
Camille **PROVOST**  
Laura **PUEYO ALBO**  
Mathilde **SERRUYS**  
Rostand **TCHUILIEU**  
Juliette **TOUSSAINT**  
Lylia **TORY MADOUNI**  
Laura **TRUONG**  
Hortense **VAN LOOCK**  
Sophie **VAN HESPEN**  
Sophie **VANDERHEYDEN**  
Lucie **WAJNBERG MORA**

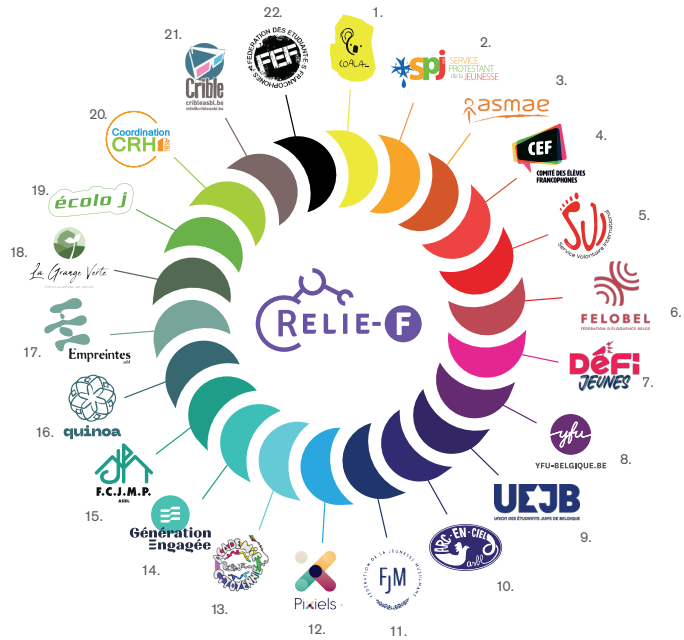
## Relie-F

Relie-F soutient les dynamiques développées par ses associations de Jeunesse membres et contribue à valoriser leurs activités auprès de la société civile et des pouvoirs publics.

À ce jour, Relie-F représente 22 associations, dont 19 Organisations de Jeunesse reconnues, aux identités contrastées et riches en diversité.

C'est ainsi que trois Jeunesses confessionnelles, trois Jeunesses politiques, deux organisations étudiantes, des organisateurs de Centres de Vacances, des Centres de Jeunes en milieu populaire, des éducateurs à la paix, à l'éco-citoyenneté ou aux relations Nord-Sud et deux associations qui rassemblent les jeunes autour des discriminations de genre et des enjeux liées à la communauté LGBTQIA+ se parlent, collaborent et font vivre, ensemble, un projet associatif solide !

La fédération vit pleinement le pluralisme et réaffirme que la différence est une richesse sur laquelle peuvent se construire des projets durables. Dans cette optique, Relie-F travaille également à la déparlisation des relations entre les pouvoirs publics et le monde associatif.



### Relie-F et ses membres

- |   |   |  |
|---|---|--|
| <p><b>Relie-F asbl</b><br/>  Avenue Henri Jaspar 127<br/>           1060 Bruxelles<br/>  02 513 54 94</p>     | <p><b>7. DéFI Jeunes</b><br/>  02 538 02 71<br/>  www.defijeunes.be</p>   | <p><b>15. Génération Engagée</b><br/>  02 238 01 79<br/>  www.jeunescdh.be</p>                 |
| <p> Chaussée de Louvain 565b<br/>           1380 Ohain<br/>  02 654 26 54<br/>  www.relie-f.be</p>            | <p><b>8. YFU Bruxelles-Wallonie</b><br/>  04 223 76 68<br/>  www.yfu-belgique.be</p>  | <p><b>16. Quinoa</b><br/>  02 893 08 70<br/>  www.quinoa.be</p>                                |
| <p><b>1. Centre d'Organisation et d'Animation de Loisirs Actifs</b><br/>  010 22 44 49<br/>  www.coala.be</p> | <p><b>9. Union des Étudiants Juifs de Belgique</b><br/>  02 649 08 08<br/>  www.uejb.org</p>                                    | <p><b>17. Empreintes</b><br/>  081 39 06 60<br/>  www.empreintes.be</p>                        |
| <p><b>2. Service Protestant de la Jeunesse</b><br/>  02 510 61 61<br/>  www.spj.be</p>                        | <p><b>10. Arc-en-Ciel</b><br/>  02 675 73 11<br/>  www.arc-en-ciel.be</p>   | <p><b>18. La Grange Verte</b><br/>  06 73 26 11 72<br/>  www.lagrangeverte.org</p>             |
| <p><b>3. Asmae</b><br/>  02 742 03 01<br/>  www.asmae.org</p>   | <p><b>11. Fédération de la Jeunesse Musulmane</b><br/>  facebook.com/Federation.jm<br/>  secretariat.federationjm@gmail.com</p> | <p><b>19. écolo j</b><br/>  02 211 33 17<br/>  www.ecoloj.be</p>                               |
| <p><b>4. Comité des Élèves Francophones</b><br/>  02 414 15 11<br/>  www.lecef.org</p>                        | <p><b>12. Pixiels - Fédération des Jeunes Queer de Belgique</b><br/>  0492 50 38 09<br/>  www.lescheff.be</p>                   | <p><b>20. Coordination-CRH</b><br/>  02 354 26 24<br/>  www.coordination-crh.be</p>            |
| <p><b>5. Service Volontaire International</b><br/>  02 888 67 13<br/>  www.servicevolontaire.org</p>          | <p><b>13. Académie Citoyenne de BAO-Jeunesse</b><br/>  087 44 72 80<br/>  www.bao-j.be</p>                                      | <p><b>21. Crible</b><br/>  0472 47 32 71<br/>  www.cribleasbl.be</p>                           |
| <p><b>6. Felobel</b><br/>  0471 10 79 08<br/>  www.felobel.be</p>   | <p><b>14. Fédération des Centres de Jeunes en Milieu Populaire</b><br/>  02 513 64 48<br/>  www.fcjmp.be</p>                    | <p><b>22. Fédération des Étudiant-e-s Francophones</b><br/>  02 223 01 54<br/>  www.fef.be</p> |

La parution de cette publication bénéficie du soutien de :

